

RÉSUMÉ :

Dans une société où le travail occupe une place centrale, il appartient à chaque individu de mettre tout en œuvre afin de participer à ce grand marché. Certains, n'y parvenant pas seuls, se voient pressés par des dispositifs qui veillent à leur insertion. En vérité, il s'agit du rôle joué par les professionnels du social cherchant, dans le cadre qui leur est imposé, à dispenser une aide de qualité.

Ces travailleurs sociaux semblent être contraints dans le développement et la mise en œuvre de leurs actions.

La logique d'appel à projets n'est pas étrangère à l'état de ces conditions de travail. Elle s'inscrit dans une dynamique de rationalisation imprégnée par le courant néolibéral. Par son fonctionnement, elle restreint la liberté de créativité et d'initiative des professionnels de l'action sociale.

L'ampleur de la place occupée actuellement par le facteur économique dans le champ de l'action sociale est de plus en plus importante. Les politiques sociales se font donc discrètes au profit du marché qui impose sa loi : rationalité, efficacité, flexibilité sont les maîtres mots. Le travailleur social se voit alors contraint de justifier ses actions, de les évaluer, de définir des objectifs concrets conduisant à des résultats mesurables.

Dans ce contexte, le sens de l'insertion est questionné. Les personnes se voient contraintes à se prendre en main, à travers des parcours manquant de cohérence, sans aucune garantie quant à leur intégration au marché de l'emploi.

Travailleur social ou marionnette ? En définitive, les professionnels se voient attachés par des fils qui les relient au système, à l'Etat, au marché, aux appels à projets, aux rapports d'activités, aux décrets, à leur structure (CPAS), à l'Europe, etc. Leurs actions semblent déterminées par une série d'injonctions qui s'imposent à eux et in fine leur laissent très peu de liberté.